



CHAPITRE 82

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jean

[Sanctionnée le 23 février 1956]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Saint-Jean a, par sa pétition, représenté qu'à la suite de l'augmentation de sa population, de son développement industriel et commercial et de l'expansion récente de son territoire, la bonne administration des affaires municipales et l'intérêt public requièrent que sa charte soit modifiée et que des pouvoirs complémentaires lui soient accordés, plus particulièrement en ce qui concerne la circulation locale des véhicules automobiles, la construction, l'urbanisme et le zonage, le paiement d'une allocation annuelle au maire et aux conseillers, la réglementation de certains commerces et l'emploi du solde des emprunts municipaux qui n'a pas été utilisé;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1890,
c. 71,
a. 24,
remp.

1. L'article 24 de la loi 53 Victoria, chapitre 71, est abrogé et remplacé par le suivant:

Territoire.

"24. Le territoire de la cité de Saint-Jean, situé dans le comté de Saint-Jean, est borné comme suit:

Au sud: Par la ligne sud du lot numéro soixante (numéro 60) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean et le prolongement de cette ligne jusqu'au milieu de la rivière Richelieu, par la ligne sud du

CHAPTER 82

An Act to amend the charter of the city of St. Johns

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

Preamble.

WHEREAS the city of St. Johns has, by its petition, represented that due to the increase of its population, its industrial and commercial development and the recent expansion of its territory, the good administration of municipal affairs and public interest require that its charter be amended and that it be granted further powers, especially concerning the local operation of motor vehicles, construction, town-planning, zoning, the payment of an annual allowance to the mayor and councillors, the regulation of certain businesses and the disposal of the balance of municipal loans not yet used;

Whereas it is expedient to grant such petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 24 of the act 53 Victoria, chapter 71, is repealed and replaced by the following:

1890,
c. 71,
s. 24,
replaced.

"24. The territory of the city of St. Johns, situated in the county of St. Johns, is bounded as follows:

To the south: By the southern line of lot number sixty (number 60) of the official cadastre of the parish of St. Johns and the extension of such line to the centre of the Richelieu river, by the southern line

Territory.

lot numéro cent dix-sept (numéro 117) du même cadastre.

A l'ouest: a) par la ligne est du Chemin Grand Bernier;

b) par la ligne ouest du lot cent dix-sept (numéro 117) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Luc annexé au territoire de la cité depuis le premier janvier 1956;

c) par le trait carré des lots numéros soixante-dix-huit à quatre-vingt-neuf (numéros 78 à 89) inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean.

Au nord: Par la ligne nord des lots numéros quatre-vingt-dix et quatre-vingt-neuf (numéros 90 et 89) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean, cette dernière ligne limitée par la ligne ouest du chemin longeant le côté ouest du canal Chambly.

A l'est: Par la ligne ouest du chemin public longeant le côté ouest du canal Chambly, et ce, de la ligne nord du lot numéro quatre-vingt-neuf (numéro 89) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean, jusqu'à l'angle nord-ouest de l'intersection de ce chemin avec le Boulevard du Séminaire, et de cet angle nord-ouest, par une ligne se prolongeant directement, dudit boulevard, vers le nord-est, jusqu'au milieu de la rivière Richelieu et, de ce dernier point, jusqu'au point de départ: savoir jusqu'à la ligne de prolongement, dans ladite rivière, de la ligne sud du lot numéro soixante (numéro 60) du cadastre de la paroisse de Saint-Jean."

of lot number one hundred and seventeen (number 117) of the same cadastre.

To the west: a. by the eastern line of the "Chemin Grand Bernier";

b. by the western line of lot one hundred and seventeen (number 117) of the official cadastre of the parish of Saint-Luc, annexed to the territory of the city since the first of January, 1956;

c. by the perpendicular line of lots numbers seventy-eight to eighty-nine (numbers 78 to 89) inclusive, of the official cadastre of the parish of St. Johns.

To the north: By the northern line of lots numbers ninety and eighty-nine of the official cadastre of the parish of St. Johns, this line limited by the western line of the road bordering the western side of the Chambly canal.

To the east: By the western line of the public road bordering the western side of the Chambly canal, and this, from the northern line of lot number eighty-nine (number 89) of the official cadastre of the parish of St. Johns, to the northwestern angle of the intersection of such road with the Boulevard du Séminaire, and from such northwestern angle, by a line extending directly, from the said boulevard towards the north-east, to the centre of the Richelieu river and, from this point to the starting point: namely, to the line which, in the said river, is the extension of the southern line of lot number sixty (number 60) of the cadastre of the parish of St. Johns."

1890,
c. 71,
a. 42,
remp.

2. L'article 42 de ladite loi 53 Victoria, chapitre 71, est abrogé et remplacé par le suivant:

Alloca-
tions au
maire
et aux
échevins.

"**42.** Chaque année, le maire a droit de recevoir une allocation n'excédant pas douze cents dollars et les conseillers, une allocation n'excédant pas huit cents dollars; tous paiements faits aux fins susdites, depuis le premier juillet, 1953, sont ratifiés et déclarés légaux."

1890,
c. 71,
a. 109,
remp.,
etc.

3. L'article 109 de la même loi est abrogé et remplacé par l'article 123 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233), et les lettres patentes émises à cette fin, le 29

2. Section 42 of the said act 53 Victoria, chapter 71, is repealed and replaced by the following section:

1890,
c. 71,
s. 42,
replaced.

"**42.** Each year, the mayor may receive an allowance not exceeding twelve hundred dollars and the councillors an allowance not exceeding eight hundred dollars; all payments made for the aforesaid purposes since the first of July, 1953, are ratified and declared to be legal."

Allowance
to mayor
and to
coun-
cillors.

3. Section 109 of the same act is repealed and replaced by section 123 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 233), and the letters patent issued to that effect on the

1890,
c. 71,
s. 109,
replaced,
etc.

novembre, 1951, sont, par la présente loi, confirmées et ratifiées.

29th of November, 1951, are hereby confirmed and ratified.

Disposi-
tion ap-
plicable.

4. Nonobstant toutes dispositions à ce contraires contenues dans la charte de la cité et ses amendements, il est statué que le premier paragraphe de l'article 426 de la Loi des cités et villes s'applique à la cité depuis le 10 mai, 1955.

4. Notwithstanding any provision to the contrary, contained in the charter of the city and its amendments, it is enacted that the first paragraph of section 426 of the Cities and Towns Act shall apply to the city since the 10th of May, 1955.

Provision
to apply.

S.R.,
c. 233,
s. 429,
am. pour
la cité.

5. L'article 429 de la Loi des cités et villes, article qui s'applique à la cité de Saint-Jean, est modifié, pour la cité, en ajoutant les alinéas suivants:

5. Section 429 of the Cities and Towns Act, which applies to the city of St. Johns, is amended, for the city, by adding the following paragraphs:

S.R.,
c. 233,
s. 429, am.,
for the
city.

Billet
d'assigna-
tion.

"a) Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation, aux compteurs de stationnement, à la sécurité publique, l'agent de la paix ou le constable municipal constatant cette infraction, peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en déposer l'original au poste de police ou au bureau du secrétaire-trésorier de la cité. Toute personne en possession de ce billet de circulation peut éviter qu'une plainte soit portée contre elle, en se présentant au poste ou bureau sus-indiqués, et en y payant une somme de deux dollars, comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le secrétaire-trésorier de la cité, le chef de police ou leurs assistants, libèrent ladite personne de toute autre pénalité édictée par les règlements municipaux, relativement à l'infraction par elle commise. Les sommes déjà perçues par la cité, comme amendes pour violation des règlements municipaux de circulation, sont déclarées avoir été légalement perçues et la cité est autorisée à les retenir.

"a. In case of violation of the municipal by-laws relating to traffic, parking meters and public safety, the police officer or municipal constable to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the police station or to the office of the secretary-treasurer of the city. Any person in possession of such traffic ticket may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the above mention station or office, and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of the said fine and the receipt therefor given to him by the secretary-treasurer of the city, the chief of police or their assistants, shall free the said person from any other penalty enacted by the municipal by-laws in connection with the infraction committed by him. The sums already collected by the city as fines for violations of the municipal traffic by-laws are declared to have been legally collected and the city is authorized to retain the same.

Notice
of sum-
mons.

Plainte.

Si la personne en possession du billet de circulation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est indiqué, le secrétaire-trésorier, un constable ou toute personne mentionnée à l'article 610 de la charte peut porter contre le délinquant, une plainte conformément à la loi.

If the person in possession of the traffic ticket refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the secretary-treasurer, a constable or any person mentioned in section 610 of the charter may lodge a complaint against the offender according to law.

Com-
plaint.

Autorisa-
tion non
requise.

Les plaintes portées, pour violation des règlements de circulation, par le secré-

Complaints for violations of traffic by-laws, by the secretary-treasurer or a

Author-
ization
not re-
quired.

taire-trésorier ou par un constable, peuvent l'être sans autorisation préalable de la part du conseil.

Offenses criminelles.

Les dispositions qui précèdent n'empêchent pas les poursuites judiciaires pour offenses prévues par le Code criminel et par la loi provinciale des véhicules automobiles. Les mêmes dispositions n'empêchent pas, en outre, l'agent de la paix ou le constable municipal, s'il le juge à propos, dans l'intérêt public, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation, suivant la loi.

Enlèvement de véhicules stationnés.

"b) Dans le cas où un constable municipal ou un agent de la paix constate qu'un véhicule est stationné dans un endroit où le stationnement est interdit par les règlements municipaux ou, dans le cas où un véhicule stationne dans un endroit où le stationnement est permis, plus longtemps que le temps alloué par lesdits règlements, ce constable ou cet agent de la paix a le droit de déplacer ou de faire déplacer ou remorquer ce véhicule et de le placer ou faire placer dans un endroit où le stationnement est permis, et ce, aux frais du propriétaire du véhicule ou de celui qui en a la garde ou de ces deux personnes, suivant les circonstances, mais sans préjudice du droit d'imposer les pénalités prévues, en pareil cas, par les règlements de la cité.

Taximètres.

"c) La cité a le droit, depuis le 16 janvier 1953, d'imposer aux propriétaires d'autos-taxis faisant le transport des voyageurs, l'usage de taximètres.

Refus de licence de taxi.

"d) La cité peut refuser une licence municipale pour l'exploitation d'un poste de taxis ou la conduite d'un auto-taxi à toute personne déclarée coupable d'une offense prévue par le Code criminel dans les trois années suivant la condamnation."

S.R., c. 233, s. 469, am. pour la cité.

6. La charte est aussi modifiée en ajoutant, après l'article 469 de la Loi des cités et villes actuelle, qui s'applique à la cité de Saint-Jean, le paragraphe suivant:

Restaurants ambulants, etc.

"24° Pour réglementer ou prohiber les restaurants ambulants, les roulottes ou véhicules servant de restaurants ou dans lesquels on fait la préparation, la cuisson ou la vente de patates frites ou autres produits alimentaires, pour en limiter le nombre, en interdire l'exploitation dans

constable, may be lodged without previous authorization of the council.

The foregoing provisions shall not prevent judicial proceedings for such violations as are provided by the Criminal Code and the provincial law concerning motor vehicles. Furthermore, the same provisions shall not prevent the police officer or municipal constable, if he deems it expedient in the public interest, from lodging a complaint or having a summons issued, according to law.

Criminal offenses.

"b. When a municipal constable or a police officer notices that a vehicle is parked in a place where parking is forbidden by municipal by-laws, or in the case where a vehicle is parked in a place where parking is permitted for more than the time allowed by the said by-laws, such constable or police officer may remove such vehicle or cause it to be removed or towed and may take or cause the same to be taken to a place where parking is permitted, at the expense of the owner of the vehicle or of the person in charge thereof or of both, according to the circumstances, but without prejudice to the right of imposing the penalties provided in such case by the by-laws of the city.

Removal of parked vehicle.

"c. The city may, from the 16th of January, 1953, compel the owners of taxis used for the transportation of travellers to use taximeters.

Taximeters.

"d. The city may refuse a municipal permit to operate a taxi stand or to drive a taxi to any person found guilty of an offence provided for by the Criminal Code during the three years following the conviction."

Refusal of taxi permit.

6. The charter is also amended by adding, after section 469 of the present Cities and Towns Act, which is applicable to the city of St. Johns, the following paragraph:

R.S., c. 233, s. 469, am. for city.

"24. To regulate or prohibit itinerant restaurants, trailers or vehicles used as restaurants in which fried potatoes or other food products are prepared, cooked or sold, to limit the number thereof or forbid the operation of the same in or near the streets, lanes, squares or public

Itinerant restaurants, etc.

ou près des rues, ruelles, places ou parcs publics de la cité, et annuler en tout temps le permis accordé à cette fin. Néanmoins, au cas d'annulation, la cité devra rembourser une partie du coût de la licence payée, correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis."

parks of the city and to cancel at any time a permit granted for such purpose. However, in case of cancellation, the city shall remit a part of the cost of the permit paid, corresponding to the period remaining to run under the same."

1890,
c. 71,
a. 559a,
aj.

7. La charte de la cité est en outre modifiée en ajoutant, après l'article 559, l'article suivant:

7. The charter of the city is also amended by adding, after section 559, the following section:

1890,
c. 71,
s. 559a,
added.

Usage de
soldes
d'em-
prunts.

"559a. Nonobstant toute loi à ce contraire et sur autorisation préalable du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, il est permis à la cité d'utiliser à d'autres fins que celles prévues par les règlements d'emprunts, le solde des fonds ainsi empruntés, pourvu toutefois que l'emploi de ces fonds soit fait dans les limites des pouvoirs de la cité."

"559a. Notwithstanding any law or act to the contrary and upon the previous approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, the city may use for other purposes than the purposes provided in the borrowing by-laws, the balance of the sums so borrowed, provided however the use of such sums be made within the powers of the city."

Use of
balance
of loans.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.